Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1314

Artikel: Erreur de jeunesse
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015239

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le pragmatisme d'abord

Le verdict populaire de dimanche dernier exprime un double refus: celui des idéologies creuses pour «Jeunesse sans drogue» et du bricolage pour le financement de l'assurance chômage.

«Jeunesse sans drogue», malgré son titre accrocheur, n'a pas séduit. Les images insoutenables du Platzspitz, du Letten et d'ailleurs auraient pu provoquer un réflexe de défense et l'appel irréfléchi à la répression. Non, ces images ont donné peu à peu à réfléchir. Souvenez-vous: combien n'a-t-on pas, dans un premier temps, vilipendé ces autorités communales laxistes, incapables d'affronter la lèpre de la toxicomanie. Bien sûr, les responsables politiques locaux ont hésité, temporisé. Puis progressivement, en tâtonnant, ils ont mis en place un dispositif complexe qui a ensuite permis de fermer les scènes ouvertes de la drogue. La Confédération a fédéré et soutenu ces efforts et créé les conditions juridiques de l'expérimentation. Le rejet de l'initiative vient clairement confirmer cette approche pragmatique, ancrée dans le terrain. Il est un désaveu cinglant aux idéologues qui persistent à croire que le réel se façonne à coup d'idées simples.

Ardeurs des parlementaires maîtrisées

L'arrêté urgent sur l'assurance chômage relevait du classique bricolage auquel se livrent gouvernement et parlement dans l'espoir vain d'assainir les finances fédérales. La Confédération remplaçait sa subvention par un prêt. Tour de passe-passe qui n'allégeait en rien son déficit et péjorait la situation des chômeurs. Le rejet de cet arrêté devrait tempérer les ardeurs de ces parlementaires qui, en comptables appliqués, multiplient les propositions de réduction des prestations.

Sur ces deux thèmes, la votation ne constitue qu'une étape. Ni le rejet d'une idéologie simpliste ni celui d'un bricolage hâtif n'apportent de solution définitive. La politique de la drogue doit obtenir les moyens nécessaires pour continuer son chemin difficile, examiner de manière critique ses résultats et corriger sa trajectoire si nécessaire.

Autres financements

Quant à l'assurance chômage, elle reste lourdement endettée. Nous avons présenté ici un autre mode de financement, plus favorable à l'emploi parce qu'il ne charge pas unilatéralement le coût du travail (voir *DP* 1312). Par ailleurs ne faudrait-il pas revenir à l'objectif premier de cette assurance, à savoir garantir aux chômeurs un revenu pour une période limitée et trouver d'autres sources – TVA, impôt sur les plus-values boursières – pour financer le recyclage, la formation, de nouvelles formes d'organisation du travail? *jd*

Post-scriptum

A 6H30, CE MERCREDI 3 septembre, il faisait plutôt froid. Le jour n'était pas encore levé et les référendaires attendaient l'arrivée de travailleurs de l'entreprise Tesa, le moral à température ambiante, les yeux scotchés par le sommeil, maudissant ce fichu AFU, la droite bourgeoise et les vieilles habitudes militantes. Le respect de la propriété privée interdisant de distribuer du matériel syndical à l'intérieur du périmètre de l'entreprise, les syndicalistes sont obligés de se poster à l'entrée du parking, se transformant en un service de «drive in» politique. La pratique nécessite une certaine expérience et de bons réflexes: les voitures accélèrent avant de s'engager dans le parking, la visibilité est mauvaise – un virage précède les portes de l'entreprise – et les employés sont loin de se douter qu'un individu normalement constitué s'amuse à se balancer d'un pied sur l'autre devant leur usine, à six heures du matin.

Le distributeur de tracts doit alors opérer un triple mouvement quasi simultané: s'élancer au moment où le véhicule aborde le virage, reculer rapidement pour ne pas se faire écraser, puis lancer habilement le tract par la fenêtre entrouverte. Une main se tend alors, un sourire passe furtivement et le papillon coloré est balancé sur le siège arrière. Mais qu'il vente ou qu'il neige, la distribution de tracts devant les usines est inévitable, comme d'ailleurs le collage nocturne des affiches, comme encore la présence au stand les samedis matins.

Autre attitude cependant dans les grandes instances du PSS et de l'USS pour qui Grand soir ne rime plus avec petits matins blêmes. Un million sur la table pour pallier le manque de conviction de départ et des actions qui tinrent plus du marketing que de l'argumentaire politique: médiatisation de la campagne, simplification des enjeux et des positions. La rationalisation du risque encouru prit le pas sur ce que la raison aurait dû souffler bien avant: le peuple suisse s'oppose à des décisions politiques qui répartissent injustement les sacrifices. Si l'USS et le comité central du PSS s'en étaient rendu compte plus tôt, la campagne n'aurait pas ressemblé à un combat solitaire pour les uns et un soufflé médiatique pour les autres. *gs*

Erreur de jeunesse

Il est de notoriété publique que l'on retrouve fréquemment les ex-gauchistes, les années passant, à de hautes fonctions, dans l'économie ou les appareils étatiques.

Le magazine *V*, supplément hebdomadaire du *Nouveau Quotidien*, vient d'en débusquer un de plus.

Connu de nos services

De Jean-Stéphane Bron. – De l'affaire des fiches et des illusions de 68 à travers les souvenirs du Vaudois Claude Ruet. Un documentaire truculent.

Aubonne: Rex (021/808 53 55). Genève: Forum (022/348 50 50). Fribourg: Rex (026/322 11 50). Lausanne: Bourg (156 5 156).

Maintenant que jeunesse est passée, il se fait même surprendre sur sa gauche par le peuple vaudois, qui a désavoué la politique du Conseil d'État en matière de drogue, et rejeté nettement les mots d'ordre des partis bourgeois.